

Coupes budgétaires, fusions, suppressions de filières, restriction de l'accès aux études supérieures... Ça suffit !



Les conséquences désastreuses des lois sur l'autonomie des universités (LRU I en 2007, LRU II en 2009, Fioraso en 2013) sont désormais évidentes :

- des suppressions de filières comme à Besançon,
- une dégradation des conditions d'études comme à Caen où la présidence de l'université a annoncé la fermeture de la bibliothèque,
- l'augmentation de la précarité et de la souffrance au travail (l'EHESS bat ainsi des records de turnover au niveau du personnel administratif),
- l'établissement de la sélection à l'entrée en master (loi de décembre 2016),
- et l'officialisation du tirage au sort pour entrer en licence !

Au lieu de donner les moyens nécessaires au fonctionnement des établissements, l'État restreint l'accès aux études supérieures, aggravant ainsi les inégalités déjà existantes.

Au nom de la « compétitivité » et de « l'excellence », la politique de regroupement des universités s'est accélérée ces derniers mois, avec la mise en place des COMUE (communauté d'universités et d'établissements) et des fusions d'établissements. Regrouper les universités et grandes écoles dans des « mastodontes » au fonctionnement problématique (simulacre de démocratie interne, avec une sous-représentation des élu.e.s étudiant.e.s et BIATOS dans les conseils ; porte ouverte à la privatisation) vise en fait à appliquer l'austérité dans l'enseignement supérieur, en supprimant des postes (en premier lieu des postes administratifs et techniques), en supprimant des filières, et en reposant de plus en plus sur des fondations privées et des entreprises pour le financement l'enseignement supérieur. Ces transformations conduisent à un système à deux vitesses, avec des établissements « excellents » qui

captent des financements massifs, et des « facs poubelles ».

A l'EHESS, c'est la mise en place de la COMUE PSL (Paris Sciences et Lettres) qui s'annonce, avec une probable fusion à la clef. De quels moyens disposera l'EHESS ? Nos masters seront-ils préservés ? Quelles sont les conséquences pour nos conditions d'études ? Les frais d'inscription vont-ils augmenter ?

Au même moment, sous prétexte qu'un nouveau campus (Condorcet) sera construit d'ici 2019, les directions de la FMSH (Fondation Maison des sciences de l'homme) et de l'EHESS ont décidé de diviser par 3 le nombre de places à la bibliothèque ! Alors même que les étudiant.e.s de l'EHESS ne disposent d'aucun espace de travail, et sont condamné.e.s à errer de salle en salle au 105 bd Raspail en espérant trouver une salle de cours vide où travailler, en attendant de s'en faire chasser.

Mais cela ne va pas sans susciter la résistance des étudiant.e.s et travailleuses/eurs des universités ! A Paris Diderot (Paris 7), les étudiant.e.s ont empêché la tenue du conseil d'administration de décembre dernier qui devait voter la fusion ; à Paris Jussieu (Paris 6), la Sorbonne Nouvelle (Paris 3), à Toulouse, les étudiant.e.s s'organisent contre les fusions. A Besançon les étudiant.e.s ont manifesté contre la fermeture de filières, à Caen ils/elles ont perturbé les vœux du président pour protester contre la fermeture de la BU. Assemblées générales de plusieurs centaines de personnes, rassemblements, manifestations... Les étudiant.e.s ne sont pas prêt.e.s d'avaloir la pilule de l'austérité et de la sélection (officielle ou officieuse) à l'université !

L'AG de Toulouse-Le Mirail appelle les universités et écoles à se mobiliser ensemble pour une journée d'action et de manifestation nationale le 7 mars.

**Discutons-en, organisons-nous lors de la
réunion publique en amphi Furet (105 bd Raspail)
mercredi 1^{er} mars à 13h**